



Comité économique et social européen

**Conférence conjointe du Conseil économique et  
social du Luxembourg et du Comité  
économique et social européen**

*"Pour une Europe compétitive, sociale et durable  
- Réussir la stratégie de Lisbonne  
par un pacte avec la société civile organisée"*

*Luxembourg, les 26 et 27 janvier 2005*

**Discours de clôture  
de Mme Anne-Marie Sigmund  
Présidente  
du Comité économique et social européen**

Seul le texte prononcé fait foi  
Check Against Delivery

*Version du 24/01/05*

Monsieur le Président,

Votre intervention m'a une fois encore impressionnée.

Je crois pouvoir affirmer que la présidence luxembourgeoise du Conseil est pour nous tous synonyme de réalisations durables. Je rappelle que c'est déjà sous votre présidence qu'a par exemple été mis en place l'instrument majeur que sont les lignes directrices pour l'emploi, dont la coordination au niveau européen est précisément connue sous le nom de "processus de Luxembourg". Vous étiez alors déjà le Président en exercice et je suis convaincue que, si le Conseil européen peut véritablement donner une nouvelle impulsion à la stratégie de Lisbonne, c'est maintenant, au cours de la présidence luxembourgeoise. L'on dit souvent que les avancées politiques majeures sont plus aisées sous la présidence d'un petit pays. Que ce soit vrai ou non, je suis pour ma part persuadée que si nous avons aujourd'hui toutes les raisons d'être optimistes, c'est avant tout parce que nous savons que vous vous êtes personnellement engagé à faire de ce sommet un succès.

Monsieur le Président, j'espère que vous verrez dans cette conférence une contribution utile qui alimentera les discussions à venir. Le message essentiel est le suivant: toute véritable avancée n'est possible que si la société civile organisée participe plus étroitement et de manière plus globale à la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne. Sans l'association active des organisations socioprofessionnelles nationales et européennes, des conseils économiques et sociaux nationaux et du Comité économique et social européen, il sera impossible de mener à bien cette stratégie. Nous estimons par conséquent qu'un pacte s'impose avec la société civile organisée.

De quoi s'agit-il concrètement?

- En tant que représentants de la société civile organisée, nous poursuivrons la discussion en matière de réformes au niveau européen, national et local. Ce faisant, nous tenterons de mettre en évidence les synergies entre les réformes d'ordre économique, social et environnemental. Nous mènerons ce débat publiquement et au plus près des citoyens européens afin d'aller à leur rencontre.
- Nos organisations participeront à la mise en œuvre des réformes, s'agissant notamment du marché du travail, de la formation professionnelle initiale et continue, ainsi que des réformes en matière sociale.
- Nous contribuerons à une meilleure utilisation du potentiel que recèle le marché intérieur européen, par exemple par le biais de normes volontaires ou de l'autorégulation transfrontalière des groupes d'intérêts concernés.
- Nous interviendrons à la base en promouvant des initiatives concernant par exemple la participation à des projets de partenariats public-privé, de coopération transfrontalière dans le domaine de la recherche et du développement, de l'apprentissage tout au long de la vie, de la formation professionnelle initiale et continue ou encore à des projets en matière de développement durable.

Monsieur Juncker, il faut naturellement être deux pour conclure un pacte. Par conséquent, nous vous demandons, à vous nos représentants politiques:

- de renforcer la confiance des acteurs socioprofessionnels, notamment par une mise en œuvre rapide des réformes, la ratification de la Constitution européenne, l'accompagnement des réformes par une politique de croissance au niveau européen et par le renforcement de la position de l'Union européenne au sein des organisations internationales;

- de doter l'Union européenne des ressources nécessaires, ce qui va au-delà des seuls moyens financiers de l'Union. En effet, cela passe également par une réforme adéquate du pacte de stabilité et de croissance, l'achèvement de l'harmonisation des marchés financiers européens et la création d'une base politique permettant de rapprocher les régimes fiscaux afin de rendre l'Europe attractive pour les investissements et propice à l'innovation;
- de mieux mettre en évidence les responsabilités en matière de réformes par une répartition claire des tâches, une planification annuelle de leur mise en œuvre assortie de calendriers et par la réalisation de rapports annuels sur l'état d'avancement des réformes; et enfin
- de mieux clarifier, au niveau européen notamment, les différents processus et procédures et de répartir plus clairement les grands domaines, par exemple entre la stratégie de Lisbonne et la stratégie de développement durable, en veillant à ce que les trois piliers de la stratégie de Lisbonne conservent le même ordre de priorité.

Le Comité économique et social européen reprendra ces points ainsi que les autres questions sur lesquelles cette conférence a attiré votre attention dans une résolution que nous vous transmettrons après notre session plénière de début mars. Nous avons l'intention de consolider notre réseau d'organisations socioprofessionnelles et d'approfondir aux différents niveaux la coopération entre les différentes organisations. Nous entendons établir un code de conduite pour nos travaux et tenir à l'avenir une conférence organisée en temps opportun en vue du Sommet de printemps.

Comme vous le savez, le Comité économique et social européen a été expressément invité par le Conseil européen dans les Conclusions de la Présidence du printemps dernier à examiner comment assurer une mise en œuvre plus efficace de la stratégie de Lisbonne, afin de préparer la révision à mi-parcours lors du Conseil européen du printemps 2005. Vous avez pris

connaissance de notre avis d'octobre dernier ainsi que de la déclaration conjointe de notre Comité et des Conseils économiques et sociaux des États membres. Je vous ai en outre promis l'élaboration d'une nouvelle résolution.

Je crois que nos travaux aident le Conseil européen à prendre de meilleures décisions et qu'ainsi nous contribuons tous ensemble à faire avancer l'Europe. J'espère en conséquence que notre travail sera reconnu cette année encore dans les Conclusions du Conseil de printemps et que nous serons encouragés à intensifier nos efforts. Monsieur le Président, saisissez la main que nous vous tendons. Concluez un pacte avec la société civile organisée, afin que par nos efforts conjugués nous renforçons l'Europe, de manière à pouvoir garantir la persistance de notre modèle social européen et oeuvrer à sa consolidation!

Mesdames, Messieurs, cher(e)s collègues,

J'ai dit au début de cette conférence que c'est surtout sur vous que je comptais pour assurer le succès de ces débats. J'ai dit que ce sont vos contributions qui détermineraient le niveau de cette conférence. Je ne sais pas ce que vous en pensez: personnellement, non seulement ces débats m'ont beaucoup apporté, mais j'y ai aussi pris plaisir. Je tiens à remercier cordialement tous les orateurs pour la grande qualité de leurs contributions. Je remercie pour leurs interventions tous ceux qui ont pris part aux discussions générales. Mais surtout, d'avance je vous sais gré à tous de ramener chez vous, au terme de ces débats, un morceau d'Europe auquel vous donnerez vie sur le terrain dans le cadre de votre organisation.

Je vous remercie.